

**AD NORMANDIE**

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunion du 8 octobre 2024**

**ADHESION AU SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL DU CENTRE DE GESTION DU CALVADOS**

Réuni le mardi 8 octobre 2024, au siège du Conseil Régional et en visioconférence, sous la Présidence de Monsieur Hervé MORIN, Président de l'AD Normandie,

Véronique BEREGOVOY,  
Augustin BŒUF,  
Mathieu BRASSE,  
Virginie CAROLO, excusée,  
Catherine COUSIN, excusée, pouvoir à Audrey REGNIER,  
Christophe DORE, excusé  
Pierre ESTORGES,  
Christophe GAUDILLOT, excusé,  
Sophie GAUGAIN,  
Jonas HADDAD,  
Timothée HOUSSIN, excusé  
Lynda LAHALLE, excusée, pouvoir à Sophie GAUGAIN,  
Pierre-Jean LEDUC, excusé, pouvoir à Laurent MARTING,  
Jean-Louis LOUVEL, excusé, pouvoir à Augustin BŒUF,  
Laurent MARTING,  
Alexandre MARTINI, excusé, pouvoir à Pierre ESTORGES,  
Catherine MEUNIER, excusée,  
Hervé MORIN,  
Oumou NIANG-FOUQUE, excusée,  
Cédric NOUVELOT, excusé, pouvoir à Rodolphe THOMAS,  
Audrey REGNIER,  
Gilles SERGENT, excusé, pouvoir à Hervé MORIN,  
Valérie TELLIER, excusée,  
Rodolphe THOMAS,  
Gilles TREUIL, excusé, pouvoir à Jonas HADDAD,  
Sylvie VAN DEN DRIESSCHE, excusée.

Légalement convoqués le mardi 24 septembre 2024,

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AD NORMANDIE,**

Après avoir pris connaissance du rapport du Président de l'AD Normandie,  
Après avoir vérifié que les conditions du quorum étaient remplies,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE**, à l'unanimité des présents et représentés :

- d'adhérer, à compter du 1er janvier 2025, à la convention du service santé au travail du Centre de Gestion du Calvados,
- d'autoriser le Président à signer la convention correspondante avec le Centre de Gestion du Calvados annexée à la présente délibération,
- de prévoir les crédits nécessaires au budget de l'AD Normandie.

**Le Président**

**Hervé MORIN**

*Acte rendu exécutoire le 11 octobre 2024 après transmission en Préfecture le 9 octobre 2024 et publication le 11 octobre 2024.*

*Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Caen.*

*Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*